

N° Récépissé 000239 du 25/11/2016

La Mauritanie dans l'ère Post-Covid-19 : Quel modèle de Développement ? Enjeux et perspectives

La présente note a pour objet de définir les propositions mises en exergue par le CCME pour participer à la réflexion du gouvernement sur les mesures en élaboration pour relever les défis actuels et futurs posés par la crise sanitaire. Et, au-delà, réfléchir aux voies et moyens de doter notre économie et notre nation au sens plus élargi des outils nécessaires pour faire face à d'éventuelles crises à venir. Cette conférence est un prolongement de la note intitulée « *Repenser son Développement dans un Monde Post-Covid* », que le CCME avait élaboré et transmise aux autorités le 27 avril dernier.

Notre ambition en tant que CCME, est de contribuer à la réflexion sur l'état de « *La Mauritanie dans l'ère Post-Covid-19 : Quel modèle de Développement ? Enjeux et perspectives* ».

- La pandémie du COVID-19 a entraîné des bouleversements profonds dans les relations internationales, et de manière plus profonde au niveau des états pris individuellement. Les politiques protectionnistes jusqu'ici communément condamnées dans le cadre de l'OMC reviennent au-devant de la scène, et le libéralisme prôné par les institutions multilatérales au nom de la liberté de circulation des biens et des services se trouve soudainement relégué au second plan.
- Une forme de protectionnisme acceptée, s'impose désormais comme un acte de survie des nations face à la virulence et à l'impact de la crise sanitaire sur les économies et le tissu social.
- C'est ainsi que les politiques économiques et sociales mises en vigueur à l'échelle mondiale dans la phase de riposte de la pandémie, ont toutes, sans exceptions, privilégié la défense et la préservation des intérêts nationaux aux dépens de la coopération internationale, à

quelques rares exceptions près, et mis l'Etat en tant qu'acteur au-devant de la scène.

- Que ce soit aux USA et en Europe (soutiens monétaires à la consommation, à l'emploi) ou dans la plupart des pays d'Afrique dont la Mauritanie (transferts monétaires, appuis en nature, substitution de l'Etat aux clients des utilités publiques), la réponse à des degrés divers a été similaire. Préserver et sauver d'abord son propre pays avant de penser à la solidarité internationale. À ce jour il est estimé que près de 12 trillions de dollars ont déjà été dépensés au niveau mondial comme réponse fiscale à la Covid-19.
- Contrairement aux dernières crises dont la dernière était financière, les Etats développés ont réagi relativement plus vite et plus intelligemment cette fois ci. Les fonds publics ont sauvé beaucoup d'entreprises et soutenu la consommation intérieure, et le spectre de l'effondrement économique est pour le moment éloigné voire totalement arrêté, au prix de l'abandon des schémas vertueux de maîtrise des indicateurs économiques. Les critères de convergence ou d'objectifs de maîtrise des déficits et de l'inflation ne sont plus pour de nombreux pays les priorités immédiates.
- Pour les pays africains, l'impact est encore plus sévère. Comme l'a estimé le FMI, la crise sanitaire a effacé en quelques semaines 10 ans de croissance du revenu par habitant.
- Une grande partie du rattrapage de l'arrêt de production des principales économies se fera probablement au cours de l'année 2021, le FMI prévoyant une croissance de plus de 5% contre un déclin du même ordre estimé pour 2020. Les pertes de ces économies seront résorbées rapidement grâce aux politiques de relances en discussion, parfois très difficiles. N'oublions pas que ce sont les pays développés qui ont eux-mêmes décidé « d'arrêter » leurs économies pour affronter la crise sanitaire d'abord.
- Certes, les conséquences économiques sur les pays développés n'étaient pas inévitables, puisqu'il y avait un fond de vulnérabilité financière très forte, causée par des années d'accumulations de risques très élevés, tant du côté des prêteurs que des investisseurs, résultant en taux d'intérêts trop bas pendant une période de temps prolongée. La recherche de meilleures rémunérations a poussé à prendre des risques inconsidérés. Ce ne sera ni la première, ni la dernière récession que connaîtront les économies de marché, même si celle-ci est d'une acuité sans précédent. De même, Il est évident que pour les prochaines années, il faudra s'attendre à une baisse de l'aide au développement, ainsi qu'une chute des investissements directs et indirects étrangers vers nos pays, ainsi qu'une âpre compétition pour ces mêmes

investissements. Le report de l'exploitation du gaz en Mauritanie en est une première illustration.

- Si cette situation a mis en exergue la fragilité de la globalisation prônée jusqu'ici, il a également cruellement rappelé la fragilité de la dépendance de notre économie à l'extérieur, et à l'urgence de compter sur nos propres forces (non plus un slogan creux). En un mot, développer la résilience, l'expansion et la consolidation de nos économies réelles face à la quasi-disparition des flux du commerce mondial réduit à quelques biens et services liées à la riposte de la Covid-19 et à l'arrêt des unités de production.
- Voilà pourquoi il faut s'interroger sur quel modèle de développement privilégier dans l'avenir pour encourager la résilience de l'économie réelle. Les politiques de confinement ont également cruellement rappelé la nécessité de la génération de revenus pour notre population active formelle ou non, car le monde n'est pas à l'abri de perturbations majeures à l'avenir qu'elles soient sanitaires, naturelles, ou liés aux conflits.
- Même si nous n'avons pas présentement assez de recul pour bien appréhender les conséquences dans leur détail de la crise de la Covid-19 pour les pays en développement comme le nôtre, nous avons des éléments d'ancrage qui nous permettent de prédire certaines tendances pour l'avenir.
- Par la Grace de Allah, cette pandémie sera un jour un lointain souvenir. Vue sous l'angle d'une échelle historique du temps, cette période de la Covid-19, dans quelques mois ou année au plus, ne sera qu'une infime partie de l'histoire de notre monde, comme l'ont été les pandémies de la peste ou de la grippe espagnole grâce aux progrès de la science.
- C'est face à ces incertitudes et vulnérabilités, qu'il nous semble nécessaire qu'en Mauritanie une politique solide et très forte de l'offre intérieure soit élaborée et renforcée. Celle-ci nécessitera d'accentuer des réformes structurelles innovantes, permettant d'augmenter les taux de croissance potentiels surtout dans l'économie réelle où nous avons des avantages naturels réels (secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche), à même d'assurer l'autosuffisance alimentaire, ainsi que la couverture du minimum des besoins de base. L'exploitation minière, bien que représentant une part majeure de nos exportations et des ressources budgétaires, reste très capitalistique et n'emploie que près de 2-3 % de la main-d'œuvre.

- C'est donc le moment de repenser systématiquement une autre politique pour tirer profit de nos avantages comparatifs naturels, assis sur une politique d'investissements publics limités à la fourniture de biens publics (infrastructures, recherche, vulgarisation), la facilitation et le renforcement des capacités.

C'est pourquoi, les questions centrales qui doivent guider nos réflexions sur l'après-COVID-19 et qui doivent fonder les soubassements de la politique économique et sociale future incluent :

- Quel type de changement recherchons-nous pour la Mauritanie ?
 - Quelle est notre vision partagée de la Mauritanie de l'après-COVID-19 ?
 - Quels seront les principaux agents du changement que nous recherchons ?
 - Quelles activités prioritaires correspondent aux changements recherchés ?
 - Quels seront les principaux agents de ce changement et comment mobiliser les forces vives de la nation pour arriver à une vision de l'avenir largement partagée ?
 - Quel modèle social de partage inclusif des fruits de la croissance économique et de recul des vulnérabilités ?
- La réponse à ces questions fondamentales nécessite de revisiter les plans stratégiques antérieurs, car le contexte post-COVID-19 sera substantiellement différent à moyen et long terme comme nous l'avons indiqué antérieurement. Il nous semble que le soubassement à une réussite des politiques futures repose sur une nouvelle forme de gouvernance basée sur une politique transparente et prédictible, qui s'appuie d'abord sur les citoyens, la satisfaction de leurs besoins de base, avec bien entendu un appui des partenaires techniques et financiers sur les priorités définies par le Gouvernement. Les domaines prioritaires ci-dessous nous semblent nécessaires d'attirer le plus d'attention et de ressources à

l'avenir, en privilégiant des projets innovants porteurs de valeur ajoutée et de création d'emploi.

A. Le secteur agricole, pilier de la sécurité alimentaire et la résilience

- Notre pays peut assurer la sécurité alimentaire dans un avenir très proche si notre considérable potentiel irrigable est mis en valeur dès maintenant, la productivité à l'hectare améliorée et la sécurité foncière assurée. Nous avons accès à des quantités considérables d'eau douce, que nous ne mettons que peu à profit (à l'exception du projet Aftout-es-Saheli). De plus, il est évident que le secteur agro-pastoral est le plus grand pourvoyeur d'emplois du pays malgré les nombreux freins qui limitent son développement.
- Les autorités pourraient revisiter leur programme d'investissement pour donner une plus grande priorité à la production et la commercialisation de nos produits agricoles et les axer sur la production vivrière essentiellement (riz, blé, mil, sorgho, maïs, *niébé*, dattes, légumes et fruitiers), tout en encourageant parallèlement les filières exportatrices où les expériences PPP peuvent être adaptées. Il est heureux de noter que le Ministre du Développement rural ait annoncé récemment les progrès réalisés en ce domaine, notamment l'atteinte de notre autosuffisance en riz dans un avenir très proche. Pour cela les instruments financiers adéquats qui assureraient l'accès aux ressources pour les bénéficiaires pour soutenir l'offre et la commercialisation doivent être en place.
- Réduire les coûts de production en innovant avec l'énergie solaire et éolienne.
- Valoriser l'eau, également pour augmenter la valeur des cultures produites (cultures fruitières, légumières et fourragères).
- A cet effet, des mesures courageuses de gestion du patrimoine foncier doivent être prises pour permettre à l'État dans le contexte actuel de pouvoir mettre ou faire mettre en valeur le potentiel foncier dormant. La priorité devant être axée sur les aménagements de périmètres irrigues adossés à un système de financement de crédit agricole adéquat. La résolution de cette contrainte foncière passe d'abord par un débat concerté avec toutes les parties prenantes.

B. Le secteur de l'élevage

- Notre avantage comparatif dans ce domaine est évident et notre potentiel a été maintes fois mis en exergue par d'éminents experts. Cependant, le caractère encore traditionnel de la gestion de ce secteur, combiné au manque d'une valorisation poussée du secteur agro-pastoral, limitent les perspectives de diversification et de création d'emplois. Nous ne tirons que peu profit de ce secteur par rapport au potentiel. Nous consommons une infime partie localement, en exportant essentiellement du bétail sur pieds sans grande valeur ajoutée significative, dans un environnement sanitaire et sécuritaire incertain.
- Nous pouvons mettre en œuvre une politique de production et de commercialisation réfléchie pour satisfaire la demande intérieure (aux environs de 30% aujourd'hui), mais également exporter une viande produite dans un environnement bio très recherché, aussi bien localement qu'à l'international. Nous avons encore des progrès à faire à l'heure actuelle afin de produire de la viande répondant aux normes sanitaires internationales en dépit du nombre important de notre cheptel.
- Il faudra investir dans la régénération d'abattoirs frigorifiques efficaces, de même qu'une chaîne de froid à l'intérieur du pays et aux sites d'exportation. De plus les produits dérivés de l'élevage (peaux, cornes, sabots) sont des produits qui peuvent favoriser la naissance d'une industrie de tannerie, soit l'artisanat local (chaussures, ameublements etc.).
- Le Gouvernement pourrait encourager le lancement d'une activité pilote de transformation et d'exportation de la viande par un opérateur privé établi sur les marchés étrangers.

C. Le secteur de la pêche maritime et fluviale

- Comme pour les deux secteurs évoqués précédemment, le secteur de la pêche nécessite aussi une autre forme de gouvernance plus efficace et plus transparente. Là aussi, nous sommes encore loin de notre objectif de mise en valeur de ce secteur. Nous exportons essentiellement des produits congelés, ou à travers des accords de partenariat divers dont l'impact à long terme doit être ré-évalué pour certains. La transformation des produits de la pêche en dépit du potentiel réel reste encore très embryonnaire et en deçà de nos capacités.
- En plus de renforcer notre pénétration des marchés d'exportation, la crise actuelle ouvre l'opportunité de développer une offre de produits frais à forte valeur ajoutée, plus élevée que les produits congelés. Le Gouvernement devrait encourager le renforcement du développement d'installations adéquates pour les producteurs, tant pour l'exportation que pour le marché domestique, surtout dans l'optique d'opérations ad-hoc

comme la mise en réserve de 10,000 tonnes de poissons durant la période du Covid-19 pour assurer l'accès au plus grand nombre.

D. Sur le plan économique

- Comme nous l'avons mentionné plus tôt, la stratégie économique du futur tout en considérant les contraintes de la coopération internationale, devra être orientée sur les ressources intérieures sectorielles et humaines. En un mot construire un développement économique, social et environnemental basé sur les atouts et les potentialités internes, car la pandémie a déjà remis en cause beaucoup de certitudes et d'affirmations. La relance économique post-Covid-19 doit être basée sur une croissance robuste, des dépenses publiques ciblées qui redonne le rôle central à l'Etat (sans être un appel à l'éviction du secteur privé), et à la lutte contre les inégalités.
- Nous recommandons de revoir les objectifs de la SCAPP 2016-2030 (*Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée*) qui est l'actuel outil de programmation stratégique du développement du pays récemment adopté pour l'adapter aux exigences des défis du futur. Une attention particulière doit être portée au secteur des PME/TPE qui constitue un vivier potentiel de l'emploi et de l'activité privée. Le CCME est attentif à contribuer comme elle l'a fait dans le passé si cet exercice était à l'ordre du jour. Ceci pourrait se faire dans le cadre des **Etats Généraux de l'Economie** qui pourraient être organisés, et dont l'axe central serait une revue de la fiscalité pour la rendre plus incitative au développement d'un tissu économique et industriel national.
- Ceci permettrait de réfléchir dès à présent à une stratégie prospective sur le devenir du pays à l'horizon des 30 prochaines années qui permettra de réfléchir sur les différents scénarios possibles. Ce qui permettra d'élaborer des politiques ainsi que stratégies sectorielles, à même de garantir un développement durable du pays en fonction des priorités du Gouvernement. Cette stratégie incorporerait les mutations profondes à venir qui seraient générées par l'exploitation du gaz, ainsi que notre politique d'endettement au regard des initiatives actuellement en cours qui ne sauraient avoir comme résultat une restriction à l'accès aux financements ultérieurs.

- En dépit de l'aggravation du déficit budgétaire, il faudra pour les années qui suivent, accepter une trajectoire vers la normale très progressive. La politique fiscale devra être revue avec comme objectif de soutenir et de relancer la demande intérieure aussi bien que l'offre. Un système bancaire et financier transparent, moins cloisonné sur les financements de leurs propres groupes et qui prendrait plus de risques dans des secteurs jusqu'ici négligés de l'économie réelle sera nécessaire.
- Mais la pandémie a surtout mis en exergue (encore une fois, non pas un slogan creux), la nécessité d'un développement inclusif. C'est le lieu de saluer les actions du Gouvernement à travers la mise en place du Fonds de soutien aux impactés de la Covid-19 (auquel le CCME a modestement contribué), et toutes les mesures d'accompagnement de la préservation de notre tissu économique et social.
- Mais il faudra aller au-delà de ces mesures conjoncturelles pour mettre en place un système durable et transparent ; c'est à dire un système de filets sociaux pour faire face aux défis de manière permanente et non plus seulement répondre à l'urgence. Améliorer l'accès des populations les plus vulnérables aux services de base de qualité doit donc occuper une place centrale dans toute politique future (éducation, santé, hygiène, Etat Civil etc.). Repenser notre politique d'urbanisation, visant à promouvoir la transparence foncière, réduire la précarité dans les zones périphériques et créer davantage d'opportunités pour les jeunes et les femmes vivant dans les zones périurbaines. La forte sédentarisation et la poussée démographique ont entraîné des incohérences auxquelles nous devons désormais faire face.

E. Digitalisation et Covid-19

- La pandémie de coronavirus est une crise humanitaire qui continue de faire des victimes tragiques. Il est indéniable qu'il agit également comme un catalyseur de changement - économique, sociétal, personnel et d'entreprise - à une échelle jamais vue depuis la dernière grande dépression. Il est devenu clair que l'avenir sera digital. Les perspectives économiques difficiles et l'incertitude persistante obligent toutes les nations à envisager des choix difficiles. Ces pays qui prennent des mesures décisives pour s'assurer qu'à la fin de la crise, ils seront plus

forts qu'ils ne le sont aujourd'hui, seront les grands gagnants, comme l'a fait le Rwanda.

- La crise du COVID-19 devrait accélérer considérablement le passage au digital et bouleverser fondamentalement le paysage économique et social des pays. Malgré les immenses défis auxquels les économies sont confrontées aujourd'hui, le moment est venu d'agir et d'accélérer les réformes dans ce sens en Mauritanie. Dans un monde sans contact du fait de la Covid-19, la grande majorité des interactions avec les citoyens, au niveau commercial, et dans les lieux de travail doivent avoir lieu virtuellement. Il devient donc urgent de passer au numérique ou devenir dépassé.
- La numérisation est intervenue pour combler les lacunes forcées par les fermetures obligatoires et les mesures de distanciation sociale. Sans outils et technologies numériques, nous n'aurions aucun moyen de travailler, de commercer, d'aller à l'école, ni d'identifier avec certitudes les ayants-droits lors des opérations de soutien social, etc. En outre, dans un pays où une partie importante de la population n'a pas accès au financement bancaire traditionnel, le potentiel des services financiers numériques pour fournir des outils financiers sûrs, à faible coût et sans contact est devenu encore plus évident pendant la crise. La Mauritanie doit donc investir des efforts supplémentaires dans ce domaine pour être prête à affronter de futures crises, voire tout simplement changer de modèle de fonctionnement. Bien entendu achever des résultats dans ce domaine nécessitera comme préalable l'amélioration de la couverture du réseau national pour la mettre à niveau.

E. Santé et Education

- Bien entendu ce dispositif de réponse sociale ne saurait ignorer les développements dans les secteurs de la santé et de l'éducation (des recommandations détaillées figurent dans la note de référence).
- Durant la phase de riposte tout ou presque a été dit sur **le secteur de la santé**. La pandémie du COVID-19 rappelle de manière urgente, la nécessité d'accroître de manière substantielle la part du secteur santé et de l'action sociale dans les priorités de développement, en termes de pourcentage du PIB comme dans les dépenses budgétaires totales.

- Les questions de santé publique doivent être au centre des priorités du gouvernement au même titre que la paix, la sécurité, l'environnement, la lutte contre le terrorisme et autres criminalités transfrontalières. Le renforcement du secteur de la santé devrait permettre de faire face aux insuffisances du plateau médical, et permettre ainsi aux régions d'avoir des hôpitaux de référence suffisamment équipés en matériels, et réduire ainsi les vulnérabilités du système national de santé publique.
- **Dans le domaine de l'éducation** qui fera l'objet d'une conférence séparée du CCME dans le proche futur, à l'instar du secteur de la santé, la disponibilité de ressources humaines de qualité est un gage de réussite de la mise en œuvre des politiques ambitieuses du futur. La part des dépenses d'éducation par rapport au PIB et dans les dépenses totales, doit également être privilégiée pour avoir un système éducatif de qualité et adapté aux réalités.

Monsieur le Ministre, Mesdames et Messieurs, pour conclure :

Nous pouvons donc résumer cette intervention autour de quelques recommandations (non exhaustives, bien entendu) :

- Renforcer la base de l'économie réelle à travers une politique d'investissements ciblée dans les secteurs agro-pastoral, la pêche et l'eau.
- Réorienter et mettre en place une politique de crédit orientée vers les secteurs de l'économie réelle, en partenariat avec le secteur privé bancaire, et revoir la fiscalité pour une incitation à investir dans ces secteurs.
- Notre double appartenance ouest et nord-africaine est un atout indéniable en ces temps d'incertitudes. Les talents de notre peuple en matière de commerce et de développement des affaires n'est plus à démontrer ; nous pouvons et devons s'appuyer sur cette qualité. Le développement sans précédent de nos capacités portuaires nous donne l'ambition d'émuler les expériences des Émirats Arabes Unis ou de Singapour. Il nous faut donc, améliorer les performances de nos zones franches, ports et aéroports, en vue de faire de la Mauritanie un hub commercial, en valorisant sa position géographique et cette double appartenance africaine et arabe. Ce que Djibouti a réussi est du domaine du plus que possible en Mauritanie.

- Approfondir la digitalisation de notre économie pour nous adapter au contexte nouveau.
- Nous pensons qu'il serait utile de prospecter l'organisation des **Etats généraux de l'économie post Covid-19 ainsi que des assises fiscales dès que possible, pour recueillir les propositions des acteurs économiques sur les mutations à venir de notre économie.**
- Associer la diaspora à la réflexion sur les enjeux post Covid-19.

Conclusion :

Avec le COVID-19, le monde connaît un cataclysme. Une perturbation majeure. C'est autant un défi qu'une opportunité. Le peuple mauritanien est connu pour son esprit innovateur et entreprenant. Il a toujours fait preuve de résilience et a su faire face à l'adversité. Il appartient aux pouvoirs publics de canaliser le génie du peuple, de galvaniser les forces motrices du changement tant souhaité (jeunes, femmes et hommes) afin de construire un avenir solide où la prospérité sera largement partagée. Pour y parvenir, nous avons besoin de paix, de bonne gouvernance, de sécurité intérieure et extérieure. La **Gouvernance économique et financière** doit être renforcée, en privilégiant la poursuite de l'amélioration des pratiques budgétaires et comptables, ainsi que l'amélioration de l'environnement des affaires et du développement du Partenariat Public-Privé.

Pour terminer, je dirais de manière forte que c'est également l'occasion pour la Mauritanie de renforcer son dispositif sécuritaire, car sa situation nouvelle qui sera générée par l'exploitation du gaz en fera un objet de convoitises, dans un environnement international marqué par les tensions et les mouvements migratoires importants.

La Diaspora et les experts nationaux ont beaucoup à offrir et sont disponibles pour offrir gratuitement leurs expertises, dans différents domaines. C'est le moment de mettre réellement à profit l'expertise de la diaspora dans les domaines clés du développement du pays : santé, éducation, élevage, agriculture, mines, etc. L'initiative d'un symposium de la Diaspora à Nouakchott annoncée il y a quelques mois par le Gouvernement vient à point nommé et le CCME est prêt à y apporter sa contribution.

